

le 24/6/68

DECLARATION A LA PRESSE DE BENOIT MONIER  
AU NOM DES COMITES " U N E F POUR SON RENOUVEAU "

---

Notre but est aujourd'hui de faire un rapide bilan de l'année universitaire qui se termine et de tracer les premières perspectives pour la rentrée prochaine.

Les problèmes de l'Université étant étroitement liés à ceux de la nation, il faut souligner que ces derniers mois ont été marqués par de puissantes luttes sociales et politiques exprimant la profonde volonté de changement qui caractérisait le mouvement de mai et juin 1968.

Les étudiants ont pris une part active à ce combat démocratique, en luttant pour défendre leurs revendications, en s'affirmant pour un réel changement de politique susceptible de promouvoir une réforme démocratique de l'enseignement, en agissant pour rénover l'UNEF afin qu'elle soit en mesure d'unir les étudiants dans la lutte et de joindre leur action à celle des travailleurs.

oo O oo

L'année qui se termine a été marquée à l'Université par la mise en place de la réforme universitaire. Notre analyse de la loi d'orientation est bien connue et les faits l'ont, nous semble-t-il confirmée.

Il s'agissait d'un effort du pouvoir, sous la contrainte des luttes, d'adapter la vieille université aux réalités de la Société actuelle. En ce sens, la loi d'orientation comportait des aspects positifs et offrait de nouvelles possibilités à l'action des étudiants.

Mais le caractère de classe de l'Université n'en a pas été pour autant changé. Non seulement la ségrégation sociale, caractéristique essentielle de notre Université, demeure, mais le pouvoir, conformément à sa nature, a, l'année durant, tout mis en oeuvre pour remettre en cause les acquis des luttes de l'an dernier, et renforcer le caractère réactionnaire de l'Université.

Il a d'abord refusé de donner les moyens matériels essentiels d'application de sa propre réforme. Au delà de quelques réalisations dans la région parisienne, pour la rentrée prochaine, il n'a pas mis en chantier de nouvelles facultés. Ainsi malgré plusieurs milliers de signatures rassemblées à Orsay et à la Halle au Vin aucune date n'est fixée pour le lancement des travaux de Villotaneuse. L'augmentation du nombre de postes d'enseignants s'est vite avérée dérisoire et incapable de permettre la mise en place de véritables réformes pédagogiques. C'est ce choix délibéré du pouvoir que les luttes des étudiants ont remis en cause.

Le pouvoir a même volontairement laissé se dégrader la situation dans certains domaines, comme les Beaux-Arts, l'Architecture, la sociologie. Considérés comme non rentable,

sous la forme actuelle, rentabilité fixée par les besoins des grandes sociétés actuelles, le pouvoir veut en profiter pour les transformer profondément en fonction de ses intérêts privés. Nous sommes bien loin des intérêts réels du pays. Vincennes est l'exemple type de cette politique qui consiste à refuser à un secteur, les moyens nécessaires à un bon fonctionnement et qui tente, en masquant les véritables responsabilités, d'en imputer la faute aux étudiants et enseignants, avec l'appui inestimable pour lui des provocations des gauchistes dont le rôle d'alliés du pouvoir est ici flagrant. L'ancien ministre Edgar Faure n'avait-il pas menacé les étudiants de fermer le centre de Vincennes.

Au cours de l'année le pouvoir multipliait d'autre part les attaques directes contre les acquis de mai. Une série de décrets visait à réduire encore les pouvoirs des conseils d'U.E.R. et portait atteinte à l'Université publique : Décret du 13 décembre donnant les pouvoirs disciplinaires aux recteurs, décret du 25 février fixant certaines modalités d'examens, décret du 25 avril donnant la possibilité à certaines Facultés privées de délivrer les diplômes officiels.

Par ces décrets ou par l'intermédiaire de certains professeurs et étudiants réactionnaires, le pouvoir a eu comme politique constante de réduire toutes les compétences des conseils ; l'entrée massive des élus UNEF-Renouveau ayant mis en échec sa tentative de transformer ces conseils en chambre d'enregistrement de ses décisions.

C'est dans ce cadre qu'il faut placer le vibrant appel à la "restauration universitaire" du doyen Zamansky, partisan acharné du malthusianisme le plus sévère, comme de la main-mise massive des capitaux privés sur la recherche et l'enseignement.

oo O oo

C'est dire que très vite s'est posé le problème de poursuivre les luttes de mai et juin 1968. C'est cette exigence qu'a exprimé la tendance UNEF pour son renouveau face à la politique d'aventures, de provocations et de désertion prônée par les dirigeants actuels de l'UNEF. Exigence d'utiliser toutes les possibilités nées des reculs du pouvoir pour permettre le combat à tous les niveaux, sur tous les terrains.

C'est ainsi que nous avons mené la grande bataille des élections universitaires contre le pouvoir et ses représentants, bataille contre la dite "participation" que voulait le pouvoir pour la défense des revendications et une Université démocratique

Nous ne nous faisons pas d'illusion sur l'étendue de la cogestion actuelle. Dès le départ nous en avons dénoncé les limites. Mais l'expérience a prouvé que les limites réelles de la cogestion dépendaient en bonne part de notre action. Ceux qui, dans les conseils, ont perdu tout contact avec les étudiants, sombrent dans les débats juridiques, et les vœux pieux, ceux là sont les victimes révécés du pouvoir qui prendra, lui, les véritables décisions.

Au contraire, ceux qui, dans les conseils ont comme premier souci de toujours avoir le soutien effectif des étudiants, et pour cela imposent la discussion sur les problèmes actuels qui sont les leurs, en rendent compte régulièrement devant tous les étudiants, ceux qui savent chaque fois que c'est nécessaire organiser concrètement l'action des étudiants, ceux là arrivent à mettre en échec les manoeuvres du pouvoir de liquidation des acquis. Nous savons bien qu'avec la cogestion, le terrain de lutte ne s'est pas déplacé des amphes vers les tables de conseils, mais bien au contraire, le terrain de lutte de la cogestion n'a de sens que si l'on renforce les luttes de masse.

A ce sujet il convient d'apprécier exactement la démission des délégués de la FNEF. Rendant publique leur décision pendant la campagne électorale, il s'agissait en fait d'une pure et simple remise en cause des acquis et par conséquent du refus de défendre les véritables intérêts des étudiants. La FNEF créée par les hommes du pouvoir continue à jouer servilement son rôle.

Les Assises nationales des Comités UNEF pour son renouveau regroupant 1500 délégués lançaient, le 30 mars, le mot d'ordre " les étudiants veulent travailler qu'on leur en donne les moyens". Elles lançaient pour le 3<sup>e</sup> trimestre deux axes de lutte. Sur les examens les étudiants et les élus UNEF Renouveau ont, dans la majorité des cas participé à la détermination des modalités d'examen et obtenu ainsi en particulier pratiquement partout le maintien des deux sessions.

Pour les oeuvres universitaires notre action dans la commission Mallet a été extrêmement importante.

Le développement des luttes a joué un rôle essentiel dans cette commission convoquée par le pouvoir pour préparer l'introduction des capitaux privés dans les oeuvres et dans de nombreux secteurs universitaires. Entre temps, des campagnes importantes se sont menées dans les Facultés et tout particulièrement dans les résidences avec la FRUF dont la journée d'action du 14 mai a permis de rassembler plusieurs dizaines de milliers de signatures. Les résultats sont là : pour la première fois depuis la commission Langevin-Wallon, un organisme officiel reconnaît le bien fondé de notre projet d'allocation d'étude. La commission a rejeté catégoriquement le recours aux capitaux privés dans les oeuvres. La lutte des étudiants a, seule, permis ce résultat. Nous savons bien, surtout avec le nouveau gouvernement, que seules les luttes de très grande ampleur nous donnerons la victoire.

La solidarité entre les étudiants et les travailleurs a encore progressé cette année. Notre combat contre la sélection sociale pour une réforme démocratique de l'enseignement rejoint celui des travailleurs.

Lors de la journée nationale du 11 mars à Paris et dans de nombreuses villes de province, l'importance des cortèges UNEF pour son renouveau et l'accueil qu'ils rencontraient auprès des travailleurs nous a prouvé les possibilités pour que se réalise l'unité de lutte étudiants-travailleurs.

Seule la lutte a permis tous ces résultats.

Après les élections présidentielles où se retrouvaient en présence, au 2<sup>o</sup> tour, deux candidats partisans de la même conception réactionnaire et malthusienne de l'Université de classe, et au lendemain de la proclamation du nouveau gouvernement qui continuera la même politique, seule une lutte intense des étudiants à la rentrée permettra de défendre leurs revendications.

Ces luttes sont un aspect du combat plus général qui permettra d'obtenir, dans l'unité avec l'ensemble des travailleurs et des forces démocratiques, une transformation profonde de l'Université, une réelle réforme démocratique de l'enseignement. En effet, l'expérience montre qu'une telle réforme passe par la démocratisation du recrutement et suppose une transformation profonde du contenu et des méthodes de l'enseignement.

o o O o o

Dans l'immédiat la prochaine rentrée retient toute notre attention. Evidemment les modalités d'action seront définies avec les étudiants, mais dès aujourd'hui nous voulons exprimer notre profonde inquiétude sur les conditions dans lesquelles s'effectuera cette rentrée.

1) Un des acquis importants des luttes de mai-juin 1968 qui est aujourd'hui remis en cause c'est la brèche ouverte dans le système de sélection, notamment avec l'abandon dans les facultés de la dualité entre voie courte et voie longue et des projets d'examen d'entrée en faculté.

En effet plusieurs déclarations qui semblent recouper des projets en préparation au ministère, remettent à l'ordre du jour de vieilles idées sur la distinction entre Universités de pointe, sorte de voie royale, et universités de seconde zone, destinées à une formation professionnelle à court terme.

Nous réaffirmons notre opposition à toute aggravation de la sélection sociale que nous continuerons à combattre résolument. En effet, nous pensons qu'il n'est d'autre conception conforme aux intérêts des étudiants et à ceux de la nation que la sélection des meilleurs par la promotion de tous.

D'ailleurs les arguments de ceux qui invoquent le trop grand nombre d'étudiants se heurtent à la réalité : il n'y a pas trop d'étudiants en lettres quand le pays manque d'enseignants, en sciences quand on connaît la pénurie de chercheurs et d'ingénieurs, en médecine alors que la France est parmi les derniers pays d'Europe quant au nombre de médecins, etc...

La solution aux difficultés actuelles ne réside donc pas dans le malthusianisme mais dans l'augmentation des moyens en maîtres, locaux, aide aux étudiants, etc...

2) Le découpage des Universités pose des problèmes du même ordre. Par manque de moyens et selon une conception technocratique visant à créer deux types d'enseignement supérieur, on assiste à un morcellement absurde de l'Université, à une sorte de " balkanisation " qui se traduit pour les étudiants par l'impossibilité d'une véritable pluridisciplinarité.

C'est à dire d'une part l'impossibilité d'une véritable orientation sur la base d'une formation générale, d'autre part un enseignement qui ne tient aucun compte de l'interpénétration croissante des disciplines. Cela <sup>conduit</sup> à une véritable dévalorisation du savoir.

A Paris ces conceptions aboutissent à la constitution de super-universités dans le centre et à des universités de second rang dans la périphérie. Il est urgent de créer des Universités complètes, qui ne soient pas la simple juxtaposition d'un Institut de pétrochimie et d'une faculté de Droit comme pour Paris-Ouest. Nous demandons l'ouverture de telles facultés, en particulier à Villetaneuse, Verrières, Montesson-Nanterre.

3) En ce qui concerne les conditions de vie des étudiants, la commission Mallet vient de publier ses conclusions qui sont pour une grande part positives. Mais plusieurs déclarations laissent à penser que ces travaux resteront du domaine des projets si de puissantes luttes des étudiants n'imposent leur réalisation.

On ne peut en effet parler de réformes à l'Université si l'on n'accorde pas l'aide nécessaire aux Etudiants, notamment les plus défavorisés.

Nous lutterons donc pour l'application effective de l'allocation d'études à tous ceux qui en ont besoin sur critères sociaux-universitaires.

Et dans l'immédiat, nous exigerons pour cette rentrée l'augmentation du nombre et du taux des bourses et leur paiement au début du trimestre.

De plus nous soutiendrons l'action de la FRUF contre l'augmentation des loyers et pour la construction de Cités Universitaires partout où il y a de nouvelles implantations et dans la région parisienne.

4) Tous ces problèmes font de la question des moyens l'exigence première sans laquelle aucune réforme n'est possible.

Notre inquiétude est renforcée par les déclarations de M. Pompidou lors de la campagne électorale sur la " non rentabilité " des investissements dans l'Education Nationale.

D'autant plus que certains faits nous semblent confirmer cette orientation. Ainsi, le Conseil transitoire de la Sorbonne a demandé 537 postes nouveaux : aucun n'est accordé, bien plus le Ministère répond qu'il y aura 450 postes créés pour toute la France. Les facultés de Paris-Sciences, Nanterre -Lettres et Droit annoncent qu'elles ont tout juste de quoi fonctionner jusqu'au mois de décembre.

La perspective ouverte aux étudiants c'est le développement de l'action pour exiger le déblocage de crédits exceptionnels pour assurer la rentrée ( maitres, locaux, etc...) et l'attribution, dans le prochain budget de 25% à l'Education Nationale.

Il est par ailleurs évident que nous lutterons contre toute solution qui, sous couvert d'autonomie des Universités, entrainerait la main mise des capitaux privés sur les différents secteurs de l'Enseignement Supérieur.

5) Notre inquiétude concerne aussi la sécurité sociale étudiante et la MNEF que nous avons à défendre contre les coups conjugués que leur portent le pouvoir et les gauchistes du bureau national de la Mutuelle.

Ceux-ci, au lieu d'organiser la lutte des étudiants, pour défendre leurs œuvres sociales, ont décidé au dernier Congrès de la Mutuelle, de fermer plusieurs B.A.P.U et maisons médicales d'augmenter les loyers des cités qu'ils gèrent, et de liquider définitivement les centres de vacances de l'UNICLUB. Ils montrent ainsi l'exemple au pouvoir en liquidant à son grand plaisir le plus vieil acquis des luttes des étudiants.

6) Enfin devant les multiples déclarations sur la nécessité de " l'ordre, de l'autorité " à l'Université, nous ne permettons pas que le pouvoir utilise les agissements d'une poignée de provocateurs pour remettre en cause les libertés syndicales et politiques.

Comme nous n'avons cessé de la souligner avec l'appui de dizaines de milliers d'étudiants, il est indispensable de rénover l'UNEF pour qu'elle redevienne une grande organisation revendicative et démocratique, combative, capable d'unir les étudiants dans l'action.

Or le bilan des dirigeants actuels de l'UNEF est sur ce point éloquent. Ils ont été incapables de poursuivre les luttes de mai et juin 1968. Désertant le combat contre le pouvoir et ses alliés, notamment lors des élections universitaires, ils ont réservé leurs coups contre leur propre syndicat / en tentant par tous les moyens de liquider l'organisation syndicale étudiante.

La réforme des statuts adoptée par la dernière Assemblée Générale marque une nouvelle étape dans cette voie. Sous prétexte de démocratie, ils ont décidé de remplacer les structures de l'UNEF par des comités d'action. Mais en réalité c'est la liquidation pure et simple de l'organisation syndicale qu'ils préconisent.

De plus cette réforme des statuts est particulièrement anti-démocratique puisque l'actuel Bureau National est <sup>en définitive</sup> souverain pour admettre ou non les Comités d'Action au sein de l'UNEF.

oo O oo

Face à la carence des dirigeants actuels de l'UNEF et à leurs manoeuvres bureaucratiques, la tendance UNEF pour son renouveau a pris toutes ses responsabilités.

Nous avons appelé à la poursuite des luttes de mai et juin 1968 et conduit le combat contre la politique du pouvoir, pour la défense des intérêts étudiants.

Nous avons assuré pendant toute l'année universitaire la présence de l'UNEF dans les luttes et travaillé avec tous ceux qui le désiraient à son renforcement et son élargissement. Ainsi à Paris, où n'existait plus de structure syndicale, nous avons créé Vincennes Sciences Médecine, Droit notamment.

Enfin, depuis la dernière Assemblée Générale, nous avons appelé les étudiants à s'opposer résolument à la liquidation de l'UNEF.

Ainsi à Nantes, à la veille des vacances, les manoeuvres des liquidateurs pour dissoudre l'AG et constituer à la place un " conseil révolutionnaire " ont été mis en échec par les comités UNEF pour son renouveau et les étudiants qui ont élu une direction provisoire chargée d'assurer la rentrée syndicale.

Aujourd'hui, les dirigeants actuels de l'UNEF refusent de valider de très nombreux comités UNEF, représentatifs de la masse des étudiants. Jusqu'à présent en effet l'actuel Bureau National répond par une fin de non recevoir aux militants des AG et des Comités qui veulent poursuivre les luttes en élargissant l'audience de l'UNEF.

Est-ce à dire que les dirigeants actuels de l'UNEF veulent, sous couvert de leur réforme des statuts, exclure de l'organisation syndicale étudiante, ceux de ses militants qui sont les plus actifs, les plus représentatifs ? C'est une question à laquelle ils devront répondre clairement dès la rentrée devant la masse des étudiants, et prendre toutes leurs responsabilités.

Car il est évident qu'aucune manoeuvre bureaucratique ne pourra supprimer la volonté de lutte des étudiants, leur volonté d'avoir un véritable syndicat de masse pour défendre leurs revendications pour une réforme démocratique de l'Université pour mener le combat aux côtés des travailleurs, aux côtés de l'ensemble des forces démocratiques.

L'UNEF pour son renouveau exprime cette exigence. Elle est forte de 100.000 électeurs de 14 AG, et de 700 comités. Elle sera présente au combat dès la rentrée. Elle appelle tous les étudiants dès la rentrée à rejoindre ses comités, à en créer de nouveaux et à déterminer en commun leurs modalités d'action afin d'engager sans attendre les luttes qui s'imposeront.

le 21/6/69 \*